



## Déclaration liminaire au CSAL du 11 juillet 2024

Monsieur Le Président,

ce CSAL se tient au lendemain des élections législatives qui traduisent à la fois un sentiment de soulagement tout en laissant un goût amer.

Certes, l'extrême droite n'est pas parvenue au pouvoir mais la crise sociale et politique est réelle.

Dans notre département, modèle de diversité culturelle et culturelle, de tolérance et de vivre-ensemble comme rarement à travers le monde, l'impensable, l'inimaginable s'est produit au soir du second tour : pour la première fois de son histoire, un député d'extrême droite a été élu !

En tant que citoyens, nous demeurons inquiets.

En tant qu'agents publics, nous le sommes tout autant.

La responsabilité des pouvoirs publics successifs est grande d'avoir creusé les inégalités par des politiques toujours plus libérales, oubliant l'intérêt général, mettant de côté les populations les moins favorisées et les plus isolées, laissant ainsi un sentiment d'abandon et de mépris pour les territoires.

La DGFIP n'est malheureusement pas en reste : la dématérialisation à tout prix, la suppression incessante des effectifs, la rationalisation des moyens ont contribué à rompre les liens humains, l'égalité et la cohésion sociale en créant une population de seconde zone.

Est-il normal qu'une personne de 83 ans reçoive sans précaution aucune une SATD automatique à peine un mois après la date limite de paiement ?

Est-il normal que des usagers de Saint Pierre soient renvoyés sur Saint Denis pour échelonner et régler leurs amendes ?

Est-il normal qu'une contribuable qui téléphone pour savoir comment effectuer un changement d'adresse et en connaître les conséquences obtienne pour seule réponse : "il faut faire ça sur internet" ?

En tant que représentants syndicaux, nous n'avons pas cessé de vous alerter et d'alerter la population sur tous ces dysfonctionnements.

Vous êtes resté indifférent aux collègues de St Benoît qui, inquiets, ont débrayé pour dénoncer le "faire toujours plus avec toujours moins".

Le discrédit jeté depuis des mois sur les fonctionnaires, notamment par le ministre de la fonction publique, conforte ce mépris ambiant.

Il y a urgence d'une réaction à tous les étages.

Dans ce contexte dégradé, tant sur les conditions de travail que sur l'exercice des missions, il est hors de question, de laisser notre administration se contenter d'autosatisfecit sur des décisions arbitraires de réorganisation immobilière et fonctionnelle.

Les élus de Solidaires Finances Publiques Réunion